

Qui veut noyer l'État l'accuse de gaspillage

Jean-Marie Harribey

L'Humanité, 9 avril 2019

<https://www.humanite.fr/les-regles-budgetaires-et-les-depenses-sociales-ultraliberalisme-de-letat-providence-letat-670550>

Comment se fait-il que la grande majorité de la population perçoive la dégradation des services publics et de la protection sociale ou leur privatisation et que les gouvernements successifs puissent poursuivre leur œuvre de destruction sans coup férir ou presque ? Les hôpitaux sont au bord de la rupture, les maternités disparaissent des petites villes et les bureaux de poste des villages, le réseau ferré secondaire est sacrifié, l'école est mise au régime, les retraites sont promises au sacrifice, etc. Et le président Macron veut supprimer 120 000 emplois de fonctionnaires, dont 70 000 dans les collectivités territoriales.

Tous les convertis au néolibéralisme et au démantèlement de l'État jugé trop social ont une arme idéologique aussi perverse qu'efficace. Ils martèlent que les dépenses publiques représentent 56,5 % du PIB et que c'est beaucoup trop. Ils susurrent ainsi qu'il ne resterait plus que 43,5 % pour les dépenses privées. Tout est faux, mais le mensonge est si énorme qu'il marche. Puisque la désintox est à la mode, allons-y.

Première intox : dans le chiffre officiel des dépenses publiques sont comptées les consommations intermédiaires (matières premières, énergie) publiques, alors que les consommations intermédiaires de tout le pays sont soustraites du PIB. Donc le chiffre de 56,5 % est absurde.

Deuxième intox : parmi lesdites dépenses publiques, plus de la moitié (57,5 %) représente les sommes de la protection sociale qui vont aux ménages et seront consommées. Prétendre que les Français travaillent pour l'État du 1^{er} janvier au 23 juillet (jour de la « libération fiscale », selon les organes bourgeois) est une bêtise sans nom.

Troisième intox : la construction d'hôpitaux, d'écoles, d'universités... est réalisée par des entreprises. Donc, ces investissements sont-ils des dépenses publiques ou des profits privés ?

Quatrième intox : le périmètre de la sphère non marchande est très variable selon les pays. Par exemple, aux États-Unis, la santé est largement du domaine privé et elle coûte 17 % du PIB. En France, elle est surtout collective et elle ne coûte que 11 % du PIB. Donc, la comparaison des dépenses publiques entre pays est biaisée.

Cinquième intox : c'est le président Macron qui l'a lui-même formulée. « Nous dépensons en fonctionnement et en investissement pour notre sphère publique plus que la moitié de ce que nous produisons chaque année ». Non seulement c'est faux, mais, de plus, le président dévoile son incompétence économique. Selon l'Insee, en 2017, les administrations ont dépensé 77,5 milliards d'euros de formation brute de capital fixe (investissement brut pour renouveler et accroître les équipements publics), soit 3,4 % du PIB ou 6 % desdites dépenses publiques. Le fonctionnement représente 12,6 % du PIB (6 % de services régaliens et 6,6 % de dépenses d'administration) ou 22,3 % des dépenses publiques.

La sixième intox est la reine de toutes : il faudrait baisser les dépenses publiques parce que, par définition, elles seraient parasitaires pour l'économie. Or, les travailleurs employés dans la fonction publique (fonctionnaires comme salariés sous droit privé) sont productifs, non seulement de services utiles (éducation, soins...), mais aussi de valeur économique, comptabilisée dans le PIB à hauteur des salaires versés, mais sans profits.

L'intoxication vise à anesthésier toute conscience des enjeux du laminage de l'espace collectif lorsqu'un système en crise ne sait plus comment trouver des secteurs où le capital se valoriserait.